

Jean-Louis LAVILLE

L'ARTICULATION ENTRE DÉMOCRATIE ET ÉCONOMIE : UNE QUESTION CONTEMPORAINE*

Après une période où le néo-libéralisme semblait s'imposer sur la planète, les réactions se multiplient face aux dégâts qu'il a engendrés : augmentation des inégalités, paupérisation, exclusion. Mais la mise en évidence de ces problèmes n'aurait qu'une faible portée si elle restait prisonnière d'une conception selon laquelle l'économie de marché est la seule productrice de richesses. Aucune perspective novatrice ne peut s'imposer si l'on persiste à faire dépendre les progrès sociaux des résultats de l'économie de marché. C'est donc cette croyance qu'il convient de remettre en cause parce qu'elle repose sur une vision restrictive de l'économie. La véritable rupture avec le dogme néo-libéral consiste à mettre en évidence la pluralité des principes économiques pour ne plus considérer le marché comme la source unique de prospérité.

Se situant dans une telle perspective, cette contribution rappelle d'abord que le marché ne saurait être considéré comme le complément fonctionnel de la démocratie. Au contraire, la difficulté présente réside dans cette érosion constante de la démocratie par une économie laissée à son libre mouvement et qui sape lentement l'idée même d'un destin collectif.

En conséquence une réflexion contemporaine sur la démocratie qui n'intègre pas la nécessité que celle-ci irrigue l'économie se condamne à l'impuissance. C'est en se réappropriant l'histoire des pratiques sociales de démocratisation de l'économie et en s'appuyant sur leur dynamique

* Ce texte reprend et synthétise un certain nombre d'arguments qui ont été développés dans deux articles l'un paru sous le titre « Repenser les rapports entre démocratie et économie » in A. CAILLÉ, *Quelle démocratie voulons-nous ? Pièces pour un débat*, Paris, La Découverte, collection Sur le vif, 2005, le second intitulé « Demain, une économie humaine », in *Le Courrier de l'Unesco*, septembre 2000.

actuelle qu'il s'avère concevable d'œuvrer pour une démocratisation de la société, ce qui suppose d'affronter à nouveau la question des rapports entre démocratie et économie.

Pour réagir contre la confiscation de l'économie par le discours expert, il importe donc de s'appuyer sur la dynamique actuelle des pratiques sociales de démocratisation de l'économie. C'est aux formes émergentes de ce nouveau questionnement politique de l'économie qu'est consacrée la seconde partie de ce texte.

LA RÉALITÉ PLURIELLE DE L'ÉCONOMIE

Comme l'a montré Karl Polanyi (1983), l'économie d'aujourd'hui, comme celle d'hier, ne se réduit pas à l'économie de marché. L'économie réelle, plus complexe, repose sur trois piliers.

Une économie tripolaire

L'économie marchande correspond à l'économie dans laquelle les termes de l'échange sont fixés par le prix, les contractants se déterminant par référence à un calcul d'intérêt. Il ne s'agit aucunement de prétendre que l'économie marchande se limite à un système de prix concurrentiels. L'économie marchande admet de nombreuses contributions non marchandes, ne serait-ce que les aides et subventions versées aux entreprises. Cela dit, la combinaison réalisée en son sein se singularise par la priorité accordée au marché et par la subordination des apports non marchands à celui-ci. Historiquement, à un ensemble de marchés régulés s'est substitué au XIX^e siècle un marché autorégulateur qui a lui-même engendré la création d'institutions régulatrices (Verley, 1999 : 66-69). Mais elles sont contestées par un nouvel élan de dérégulation appelant à l'alignement des marchés réels qui sont divers sur « la norme idéale et impersonnelle du marché concurrentiel parfait, à la désocialisation des marchés ». La définition de l'économie marchande est donc une question « politique, hautement conflictuelle » (Gadrey, 1999) qui n'arrête pas de se poser.

L'économie non marchande correspond à l'économie dans laquelle la répartition des biens et services est confiée prioritairement à la redistribution organisée sous la tutelle de l'État social. La redistribution s'y exerce largement par le biais du service public dont les règles sont édictées par une autorité publique soumise au contrôle démocratique.

L'économie non monétaire correspond à l'économie dans laquelle le principe prioritaire est la réciprocité, c'est-à-dire à la relation établie entre des groupes ou personnes grâce à des prestations qui ne prennent sens que

dans la volonté de manifester un lien social entre les parties prenantes. Elle n'est pas autant synonyme d'altruisme et de gratuité, elle se caractérise plutôt par un mixte de désintéressement et d'intérêt. Mais si la réciprocité ne doit pas être idéalisée, en revanche elle doit être distinguée de l'échange marchand parce qu'elle est indissociable des rapports humains mettant en jeu des désirs de reconnaissance et de pouvoir. Elle doit également être distinguée de l'échange redistributif dans la mesure où elle n'est pas imposée par un pouvoir central. Une forme de la réciprocité est celle qui s'exerce au sein de la famille, mais une autre s'exerce dans l'espace public à travers de multiples engagements volontaires dans des associations et des actions de solidarité qui sont autant d'expressions d'une société civile organisée.

La construction sociopolitique des rapports entre pôles

La mise en évidence de ces trois pôles préserve de toute mythification de l'économie de marché et aide à reconstituer la complexité des formes de production et de circulation des richesses. Elle met à jour, entre autres, que l'économie marchande s'est construite sur un ordre patriarcal, 80 % des activités de soins aux personnes continuant à être réalisées par les femmes dans une économie domestique ignorée par les statistiques. La mesure de ce travail non rémunéré est une condition indispensable pour qu'il puisse être moins élastique, moins inégalement réparti et que la contribution des femmes aux infrastructures de la société soit appréciée à sa juste valeur. En effet, loin d'être les seules créatrices de richesses, les entreprises bénéficient de multiples apprentissages effectués par leur main-d'œuvre dans le cadre de l'économie domestique. Elles héritent ainsi d'un capital social, c'est-à-dire de ressources symboliques et culturelles d'autant plus fortes que les relations personnalisées dans la famille et le voisinage ont été riches.

Si l'économie marchande est tributaire de l'économie non monétaire, l'évolution des activités de production accentue aussi l'interdépendance entre économies marchande et non marchande. L'importance grandissante des relations de service, qui dépasse de loin le seul secteur tertiaire, rend déterminant le niveau d'investissement immatériel dont une partie non négligeable relève de la collectivité publique. La qualité de l'enseignement scolaire et universitaire autant que la formation continue, la fiabilité des réseaux d'échanges intellectuels deviennent des atouts pour la compétitivité. De plus, l'économie marchande prélève largement sur la redistribution. Par exemple, il a été amplement démontré que l'agriculture productive est la plus subventionnée à tel point que, selon la Commission

européenne, le quart des propriétés agricoles – les plus performantes, les plus modernes et les plus riches – draine les trois quarts des subventions.

L'opposition entre économies non marchande et marchande relève par conséquent plus de la rhétorique que des faits, d'autant que les entreprises à forte valeur ajoutée pèsent aussi sur la collectivité à travers les investissements et les commandes publics, les prêts préférentiels et que les grandes industries (aéronautique, automobile, sidérurgie...) sont largement dépendantes de choix politiques et de logiques de puissance des États. En outre, l'économie non marchande ne saurait être analysée seulement en termes de ponction sur l'économie marchande. Elle constitue aussi un soutien à la consommation non négligeable: en France, 7 à 8 millions de personnes vivent grâce à des revenus minimaux garantis. Plus largement, 45 % des résidents adultes en France métropolitaine échappent à la pauvreté grâce aux ressources qui proviennent de la protection sociale.

En résumé, la représentation de l'économie de marché, seule source de prospérité pour l'ensemble de la société qui vit à ses dépens, ne peut être sérieusement défendue, dès lors que l'on procède à une analyse empirique des flux économiques. La réflexion sur l'économie gagne à s'inscrire dans une perspective plus réaliste et moins idéologique que celle de l'économie de marché: celle d'une économie plurielle dont le marché constitue l'une des composantes qui, tout en étant majeure, n'est en rien l'unique productrice de richesses. De plus, les trois pôles de l'économie ne sont pas des secteurs séparés, ils se combinent sous des formes variables selon les périodes historiques.

Dans cette optique d'économie plurielle, il devient possible de reconnaître l'importance d'un ensemble d'activités qui contribuent à la démocratisation de l'économie à partir d'engagements citoyens (commerce équitable, finances solidaires, réseaux pour une solidarité locale active...) et ont été regroupés sous l'appellation d'économie solidaire (Laville, 1994 1).

LE NOUVEAU QUESTIONNEMENT POLITIQUE SUR L'ÉCONOMIE

Tout en ayant du mal à s'imposer dans un environnement qui leur est défavorable où marché et économie sont identifiés, divers types d'expériences contribuent à relancer un débat public sur l'économie qui était devenu un débat interdit.

1. Il est à noter que le ministre de l'Économie solidaire en France, Guy Hascoët, à l'occasion de la réédition en 2000 de cet ouvrage a rédigé une postface « L'économie solidaire au cœur des nouvelles régulations économiques ».

La diversité économique : un débat à partir des pratiques

En premier lieu, elles s'attaquent à cette prétention qui consiste à présenter le modèle économique actuel comme le seul modèle possible. C'est la principale conquête de « l'alter-mondialisation » qui, dans les forums sociaux, a fortement ébranlé cette certitude, propre au discours des experts néolibéraux. L'un des aspects les plus novateurs des forums réside dans cette remise en cause du postulat de l'autonomie de l'économie marchande capitaliste à partir d'une prise de parole sur les « autres » économies existantes.

Contre l'évolutionnisme qui envisage l'économie uniquement comme lutte contre la rareté, une autre approche est défendue dans laquelle l'économie ne peut être isolée des relations avec la nature et entre les hommes. Elle retrouve les hypothèses énoncées par de nombreux théoriciens (parmi lesquels on peut citer Boulding, 1973; Maréchal, 2001; Passet, 1996; Perroux, 1970).

Les discussions publiques qui restent ouvertes en dépit des tentatives de prise de contrôle servent de « catalyseurs », selon le terme de Whitaker (2003), dans la recherche des voies praticables pour un développement durable, faisant de ce thème non pas l'apanage d'une technocratie moderniste mais un objet de démocratie participative. Comme l'a souligné Guerreiro Ramos (1989 : 179), la qualité de la vie et le développement d'une société ne résultent pas que des activités centrées sur l'intérêt et le marché; elles résultent aussi d'une variété de biens et services, produits et distribués selon d'autres processus d'allocation des ressources qui ne relèvent pas d'un simple calcul coûts bénéfiques. Dans différents continents, des auteurs (Lautier, 2004; Coraggio, 1995; Razetto, 1993; Touré, 1985) s'efforcent d'aborder de manière compréhensive ces autres logiques économiques. Se démarquant autant d'une mythification que d'un mépris de l'économie informelle, ils montrent qu'une part importante de celle-ci relève d'une économie populaire centrée sur le travail et non sur la rémunération du capital. Cette économie « non observée » est trop souvent qualifiée de résiduelle alors qu'elle représente, selon une étude récente, 38 % du produit intérieur brut et 30,2 % de la population active dans 22 pays « en transition » (Schneider, 2003). La focalisation de la connaissance sur l'économie marchande amène également à négliger le poids de l'économie non marchande, qui ne cesse paradoxalement d'augmenter (Duval, 2003).

La première modification du regard sur l'économie procède donc de cette déconstruction de l'imaginaire dominant: aujourd'hui comme hier, il n'existe pas une économie de marché. La réalité est celle d'une économie plurielle dans laquelle le marché se combine avec la redistribution publique

mais aussi avec des activités ancrées dans des solidarités informelles qui permettent la survie d'une partie de l'humanité.

L'économie solidaire comme projet démocratique

La réaction contre la vision tronquée de l'économie ne doit pas inciter à idéaliser les économies qu'elle laisse dans l'ombre. Les solidarités communautaires et traditionnelles tirent leur force des relations de dépendance personnelle qu'elles entretiennent. Les recherches sur le secteur informel (Girard, Theodoro, 2001) mettent en évidence la violence et les rapports de domination qui les structurent, sans parler des infiltrations mafieuses avec la progression inédite des réseaux internationaux de trafics. Par contre, elle amène à repérer, au sein des « autres » économies réelles, une perspective d'économie solidaire qui pour sa part ré-encastre les moyens économiques dans des finalités sociales et environnementales. Un projet d'élargissement de la solidarité démocratique prend ainsi forme puisque l'économie solidaire propose de réaliser un développement durable par l'activation d'une double solidarité démocratique, « horizontale » à l'égard des plus démunis et « verticale » entre les générations. S'inscrivant dans une logique de droit, elle transforme de ce fait les solidarités plus traditionnelles ou communautaires sur lesquelles elle peut s'appuyer comme elle contraste avec une solidarité qui entérine les inégalités de position. Elle se différencie aussi, par la prise de parole collective dans l'espace public qu'elle promeut, d'une économie sociale qui s'est contentée de tabler sur la réussite économique de ses entreprises.

En somme, l'économie solidaire radicalise du point de vue démocratique l'économie populaire et l'économie sociale. Elle n'est pas qu'une activité économique au service des besoins populaires ou à visée sociale. Elle repose sur une reconfiguration des rapports entre politique et économique mise en œuvre par des initiatives qui se sont multipliées depuis deux décennies : les services solidaires, coopératives sociales, commerce équitable, consommation et épargne solidaires... D'où la présence de plus en plus affirmée de l'économie solidaire dans les rassemblements de l'altermondialisation parce que cette « autre » économie représente concrètement (dans la production, le commerce, l'échange...) une autre manière d'instituer l'économie en la soumettant à des exigences démocratiques dans le domaine social et environnemental.

Par rapport aux perspectives se rapportant aux mêmes valeurs, l'économie solidaire tire son originalité de ce qu'elle admet la dimension économique de l'associationnisme sans réduire les initiatives à des organisations économiques. Elle souligne la dimension sociopolitique qui leur est consti-

tutive: adossées sur une exigence de solidarité, elles ne peuvent toutefois conquérir droit de cité qu'en pesant pour l'instauration de régulations publiques qui leur sont appropriées. Leur devenir est donc lié à plusieurs conditions, pour les acteurs un renoncement à l'idée d'une diffusion de leurs pratiques par leur simple exemplarité économique, pour les responsables publics une perception des discriminations négatives dont sont victimes ces démarches et du pouvoir qu'ils ont de les modifier en innovant dans les politiques économiques, ce qui suppose également une légitimation dans le champ de la connaissance se heurtant aux pouvoirs établis.

En somme, le futur de l'économie solidaire est loin d'être assuré et dépend des comportements de bien des parties prenantes. Mais elle manifeste déjà un regain d'espoir pour une démocratisation de l'économie empruntant diverses voies imbriquées: le cadrage du marché par des règles ayant trait à la justice sociale et à la préservation de l'environnement, comme le préconise le commerce équitable, l'ouverture d'un vaste service public à l'implication des usagers, comme le défendent les services solidaires; la consolidation des initiatives solidaires à laquelle aspirent la plupart des expériences souffrant de constantes déqualifications. Contrairement à ce qui a peut-être avancé, l'économie solidaire ne plaide donc pas pour remplacer de l'État par la société civile, elle s'insurge contre une vision restreinte de l'action publique. Elle s'efforce d'englober dans celle-ci à la fois l'expression citoyenne et les politiques publiques dans leur interdépendance. S'appuyant sur une relecture de l'histoire, par exemple européenne (Evers, Laville, 2004), elle œuvre pour retrouver une complémentarité plus affirmée entre les deux faces de la solidarité démocratique, réciprocaire et redistributive, dans le but de relégitimer les interventions publiques en cantonnant le marché et en renforçant la capacité d'auto-organisation de la société.

CONCLUSION

Les sphères politique et économique, conceptuellement distinctes, ne sont pas empiriquement séparées. Pas plus que le politique ne saurait être aux commandes de l'économie, l'économie ne saurait se prévaloir d'une supposée indépendance pour se prémunir contre la délibération collective. La perspective d'une progressive démocratisation de l'économie par les engagements citoyens et la démocratie participative arrimés à la régulation publique et à la démocratie représentative, se revendique pleinement d'un débat public incluant l'économie. Des politiques publiques s'élaborent à travers un rapport renouvelé à la société civile (Laville, Magnen, França Filho, Medeiros, 2005).

Comme l'a mentionné Ricœur (1997), l'utopie et l'idéologie sont deux composantes nécessaires et irréconciliables de la démocratie. À l'ancrage dans le passé de l'idéologie peut répondre une « utopie réaliste » qui aborde un autre monde et donc une économie, à partir des expériences existantes pour se garder de toute dérive sectaire. Comme le résume Abensour (2000 : 49), l'enjeu est

« non pas tant substituer une révolution par en bas à une révolution par en haut, qu'ouvrir un nouvel espace horizontal d'expérimentation sous le signe de l'utopie. C'est de la société qu'elle part, des multiples foyers de socialisation qu'elle porte en son sein par inviter à recréer, à partir de la différence des pratiques, une nouvelle société ».

BIBLIOGRAPHIE

- ABENSOUR M. (2000), *Le procès des maîtres rêveurs*, suivi de Pierre Leroux et l'utopie socialiste, Arles, Sulliver.
- BOULDING A. K. (1973), *The economy of love and tear*, Belmont, California, Wadsworth.
- CORAGGIO J.-L. (1995), *Desarrollo humano, economia popular y educacion*, Buenos Aires, Instituto de Estudios y accion social, Aique Grupo.
- DUVAL G. (2003), *Le capitalisme n'a pas d'avenir. Big business, marché et démocratie*, Paris, La Découverte.
- EVERS A. & LAVILLE J.-L. (eds), (2004), *The third sector in Europe*, Gloucestershire, Edward Elgar.
- GADREY J. (1999), « La gauche et le marché: une incompréhension plurielle », *Le Monde*, 10 mars 1999.
- GIRARD C. & THEODORO M. (2001), *As actividades informais em Brasilia*, Brasilia, mimeo.
- GUERREIRO RAMOS A. (1989), *A nova ciencia das organizaçoes. Uma reconceituacao da riqueza das naçoes*, Rio de Janeiro, Editore de Fundação Getulio Vargas.
- LAUTIER B. (2004), *L'économie informelle dans le tiers-monde*, Paris, La Découverte.
- LAVILLE J.-L. (1994), *L'économie solidaire, une perspective internationale*, Paris, Desclée de Brouwer, (réédition 2000).
- LAVILLE J.-L. MAGNEN J.-P., DE FRANÇA FILHO G. C., MEDEIRO A., (2005), *Action publique et économie solidaire*, Ramonville, Erès.
- LEONARDIS O. (de) (1997), « Declino della sfera pubblica e privatismo », *Rassegna Italiana di Sociologia*, XXXVIII, n° 2.
- MARÉCHAL J.-P. (2001), *Humaniser l'économie*, Paris, Desclée de Brouwer.
- PASSET R. (1996), *L'économique et le vivant*, Paris, Economica.
- PERROUX F. (1970), « Les conceptualisations explicitement normatives et les limites de la modélisation en économie », *Économie et société, Cahiers de l'ISEA*, tome IV, n° 12, décembre.
- POLANYI K. (1983), *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, (traduction française), Paris, Gallimard.
- RAZETTO L. (1993), *Los caminos de la economia de solidaridad*, Santiago, Ed. Vivarium.
- RICEUR P. (1997), *L'idéologie et l'utopie*, Paris, Le Seuil.
- SCHNEIDER F. (1986), « The doctrine of economic neutrality and the IMF and the World Bank », *Journal of Peace Research*, 23, (4).
- TOURÉ A. (1985), *Les petits métiers à Abidjan. L'imagination au service de la « conjoncture »*, Paris, Karthala.
- VERLEY P. (1999), « Économie de marché: une construction historique », *Alternatives Économiques*, n° 166, janvier.
- WHITAKER C. (2003), « Forum social: espace ou mouvement », *Sciences de l'homme et sociétés*, n° 61, octobre.